

## ARRÊTÉ

LE MINISTRE D'ÉTAT CHARGÉ DES AFFAIRES CULTURELLES,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment l'article 2 modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927 et la loi du 27 août 1941 et par le décret du 18 avril 1961,

La commission supérieure des monuments historiques entendue ;

## ARRÊTE :

## ARTICLE PREMIER

Sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques les façades et les toitures de l'ancien Hôtel de Ville de VILLEFRANCHE-de-CONFLENT (Pyrénées Orientales) figurant au cadastre sous le n° 141 section B. lieu dit "Village" pour une contenance de 1 are, 27ca appartenant à la commune qui l'a acquis en 1924 de l'Etat par Administration des Domaines.

## ARTICLE 2

Le présent arrêté sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

## ARTICLE 3

Il sera notifié au préfet du département, pour les archives de la préfecture, au maire de la commune de VILLEFRANCHE-de-CONFLENT,

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 21 OCT 1965  
Pour le Ministre et par déléation  
Le Maître des Requêtes au Conseil d'Etat  
Directeur de l'Architecture  
*Max Querrien*  
Max QUERRIEN